

COORDINATION INTER-REGIONALE DES ASSOCIATIONS

OPPOSEES AUX NOUVELLES LGV

le 19 octobre 2016

Objet : Plénière du 24 octobre 2016 : Financement LGV études et acquisitions

Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux,

Lors de l'assemblée plénière du 24 octobre 2016 relative aux ajustements budgétaires, il semblerait que soit soumise à votre vote, une dépense de 5,6 millions d'euros pour la poursuite des études du GPSO et les acquisitions amiables.

Ainsi, après la signature de la DUP en juin 2016 par le gouvernement, en dépit de l'avis négatif de la commission d'enquête publique d'octobre 2015, et des nombreux rapports officiels préconisant une réorientation des investissements ferroviaires vers la rénovation et la modernisation des lignes existantes, vous allez devoir vous prononcer sur le financement d'études et d'acquisitions pour le projet GPSO Lignes nouvelles.

Nous attirons votre attention sur le fait que 6 recours en annulation, ont été déposés devant le Conseil d'Etat. Ils émanent d'acteurs aussi divers que des communautés de communes, des communes, des associations de protection de l'environnement, des fédérations départementales de chasseurs, du Syndicat des Sylviculteurs du Sud Ouest, de la FDSEA Gironde, de plusieurs syndicats viticoles, d'une association d'élus ainsi que de particuliers.

Les principaux acteurs du monde rural, ainsi que nombre de citoyens confirment ainsi leur rejet de ce projet et plaident pour les alternatives que sont la modernisation et la rénovation des lignes existantes, solutions à même de satisfaire les besoins de mobilité du plus grand nombre.

Certes, ces recours ne sont pas suspensifs. Mais pour autant, faut-il, sans avoir au préalable attendu la décision des juges, dépenser de l'argent public pour acquérir des terres et poursuivre les études d'un projet manifestement contraire à l'intérêt général et rejeté unanimement par la population concernée,?

L'annulation d'une DUP par le Conseil d'Etat, n'est plus une vue de l'esprit : en juin 2016, la DUP de la LGV Poitiers Limoges a été invalidée, renvoyant ainsi le projet aux oubliettes.

Nous vous rappelons également qu'à ce jour, aucune piste de financement sérieuse n'apparaît à l'horizon pour financer le moindre début des travaux

En ces temps de disette budgétaire, et d'augmentation sensible et continue des taxes locales, les citoyens comprendraient mal la nécessité pour la Nouvelle Région Aquitaine d'investir des sommes très importantes pour son budget dans ce type d'infrastructures, alors que par ailleurs, le transport ferroviaire du quotidien est une vraie difficulté pour beaucoup.

Aussi, la coordination inter-régionale des associations opposées à la poursuite des projets de LGV vous demande de voter contre un tel engagement de dépenses.

Comptant sur votre responsabilité, nous vous prions de recevoir, Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux, nos meilleures salutations.

Les signataires :

SEPANSO Aquitaine - Coordination Gironde - Coordination 47 - Amis de la Terre des Landes -
Fédération des Amis de la Terre France - Coordination des Landes - CADE - ALTERNATIVE' LGV